

## N'euphémisons pas l'inacceptable !

Jean-François Bouthors

Numéro 319, printemps 2018

Avec ou contre nous

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89414ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bouthors, J.-F. (2018). N'euphémisons pas l'inacceptable ! *Liberté*, (319), 19–21.

# N'euphémisons pas l'inacceptable !

Poutine, un monstre... à qui il ne faut rien céder

JEAN-FRANÇOIS BOUTHORS

Poutine serait-il un « monstre nécessaire », une sorte d'alibi pour s'enfermer dans le confort d'une pensée binaire qui nous distrairait des véritables questions politiques ? Le désigner comme un adversaire monstrueux ne serait-il pas un moyen de dissimuler nos propres erreurs et fautes, un subterfuge pour détourner l'attention de notre immobilisme et de notre irresponsabilité face aux problèmes de nos sociétés, aux péchés de nos démocraties, aux drames de la mondialisation, etc. ? Cette « nécessité » ne serait-elle pas un refus de faire notre autocritique ? Une stratégie cynique pour maintenir notre domination du monde ?

La question me taraude depuis qu'elle m'a été posée. Au point de me rendre difficile, encore à l'instant, la lecture des puissantes chroniques d'Aslı Erdoğan publiées sous le titre *Le silence même n'est plus à toi*. Je tourne les pages, mais la question s'insinue entre les lignes et me fait perdre le fil. L'écrivaine turque vient de passer plusieurs mois en détention dans les geôles d'un autre « monstre nécessaire » qui porte, ironie de l'histoire, le même nom qu'elle. J'ai du mal à penser que, pour ne pas se faire prendre au piège de la « nécessité du monstre », il faudrait compter pour peu de choses ce qu'a enduré cette femme éprise de liberté, passionnée d'altérité, sensible à la violence faite aux Kurdes, à la mémoire du génocide arménien, à la souffrance des enfants martyrisés, à la déchirure des femmes violées... C'est pourtant bien le danger que nous fait courir cette question : celui de réduire l'inacceptable à un euphémisme. Or, il y a bien, en Turquie comme en Russie, de l'inacceptable.

En Chine aussi. Songez au prix Nobel de la paix 2010, Liu Xiaobo, arrêté en décembre 2008 et condamné à onze ans de détention pour le seul crime d'avoir transposé en Chine la célèbre Charte 77 par laquelle Václav Havel et quelques autres réclamaient le respect du droit en Tchécoslovaquie. Sa femme, Liu Xia, poète et plasticienne, qui n'était accusée de rien, fut assignée à résidence et elle en a été pratiquement brisée... Liu Xiaobo ne sortit de prison que pour mourir, en juillet dernier, dans une chambre d'hôpital sous haute surveillance policière. C'est à peine si on a entendu quelques protestations polies.

Concernant « la nécessité monstrueuse » dont Poutine serait affublé par des ennemis de la Russie – c'est l'argument souvent déployé par les officines russes de désinformation,

depuis Russia Today et Sputnik jusqu'aux usines à trolls qui investissent les réseaux sociaux, celui que servent aussi les télévisions russes à leur public qui finit par voir en Poutine le défenseur du pays contre la menace américaine et européenne –, je ne peux m'empêcher de me souvenir de ce samedi d'octobre 2006 où Galia Ackerman m'apprit au téléphone d'une voix blanche qu'Anna Politkovskaïa venait d'être assassinée. Elle était sa traductrice, j'étais son éditeur chez Buchet/Chastel. Nous avions encore dans les yeux le regard limpide d'Anna et dans les oreilles sa voix qui tout à la fois s'indignait et pleurait ce dont elle s'obstinait à être le témoin, quand d'autres préféraient déjà ne pas prendre le risque de voir ni de savoir. Poutine fêtait ce jour-là son anniversaire ! Quelqu'un lui faisait le cadeau de le délivrer de cette « teigne » de journaliste qui voulait que soit dite la vérité sur ce qui se passait en Russie.

Anna, comme Aslı, s'attachait à témoigner de l'épaisseur de la nuit qui s'abattait sur son pays avec le retour des logiques de forces et de puissances, avec la volonté de revanche, avec le cynisme qu'elle observait au sommet du pouvoir. Dans cette nuit, des êtres de chair et de sang étaient engloutis – des battements de cœurs, des pleurs, des rêves, des amours, des engagements, des solidarités fragiles mais vitales, des espoirs et même des cris de douleur ou de révolte. Anna, comme Aslı, portait une parole coupante, libre, habitée par une humanité qui ne voulait pas se renier en se taisant. Pour elle, aucun président, si grand fût-il, n'était en droit de sacrifier une vie, sinon la sienne, à la raison d'État, et encore moins à des intérêts particuliers. Si définir Poutine comme un « monstre nécessaire » revient à passer Anna par pertes et profits, je ne le peux pas.

Nommer le mal, telle est la condition première pour commencer à s'en délivrer. Est-ce à dire que le mal ne serait que d'un côté ? Certes non. Est-ce à dire que le mal ne se combat que par la guerre qu'on mène à l'autre ? Pas davantage. Poutine est tout autant la manifestation de l'ambition sans vergogne d'une caste héritière de l'ex-KGB d'accaparer le pouvoir et les richesses que la conséquence de l'incapacité (et, dans une certaine mesure, du refus) de l'ancien « Monde libre » à aider la Russie à soigner les traumatismes de soixante-dix années de soviétisme. *La fin de l'homme rouge*, de Svetlana Alexievitch, en trace l'ombre portée dans les esprits des rescapés du « socialisme réel » et il y a de quoi être effrayé.



Le « péché » de l'Occident ne saurait pourtant avoir valeur d'absolution pour le régime mis en place par Poutine, qui ne cesse de renforcer son contrôle sur la société russe dont il craint par-dessus tout qu'elle ne soit contaminée par les « révolutions de couleurs » et autres « printemps », et qu'elle ne finisse par le rejeter à l'image de ce qu'ont fait par deux fois les « cousins » ukrainiens, à Kiev. La critique de nos failles ne doit pas nous conduire à nous incliner devant un régime qui a dépassé toutes les bornes en matière de propagande et de désinformation, qui a annexé une partie du territoire ukrainien au mépris du droit

international et allumé l'incendie de la guerre civile dans le Donbass, pour s'assurer, avec un certain succès, l'approbation de l'opinion publique russe. Mais à vrai dire, celle-ci se complaît de plus en plus, à l'exception d'une partie de la jeunesse, dans une passivité digne de l'époque soviétique.

Ceux qui éprouvent dans leur chair le prix du combat pour le droit, la liberté et le refus du mensonge ne peuvent être renvoyés aux poubelles de l'histoire, au prétexte qu'ils seraient des cailloux pénibles dans les souliers de la Russie et de ses nécessités historiques. On ne relève pas un pays, on ne

Nous avons encore  
dans les yeux  
le regard limpide d'Anna  
et dans les oreilles sa voix  
qui tout à la fois s'indignait  
et pleurait ce dont  
elle s'obstinait à être le témoin,  
quand d'autres  
préféraient déjà  
ne pas prendre le risque  
de voir ni de savoir.

le guérit pas de ses souffrances en ajoutant le mal à la douleur. Et si le mal n'est pas une exclusivité russe, chinoise ou turque, s'il traverse toutes les sociétés, ce n'est certainement pas en fermant les yeux devant les agissements des dirigeants de Moscou, Pékin ou Ankara qu'on les ouvre sur les maux qu'il faut soigner chez nous.

Dans un recueil d'*Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire*, Jan Patočka, le premier porte-parole de la Charte 77, avait écrit en 1975 – deux ans avant sa mort des suites d'un interrogatoire policier particulièrement musclé et prolongé alors qu'il était âgé de soixante-dix ans – un texte intitulé « Les guerres du XX<sup>e</sup> siècle et le XX<sup>e</sup> siècle en tant que guerre ». Il y expliquait que « l'idée générale qui a servi de fond à la Première Guerre mondiale, c'était une conviction lentement éclosée selon laquelle, le monde n'ayant aucun sens positif, objectif, ce serait l'affaire de la force et de la puissance de réaliser un tel sens dans la sphère accessible à l'homme ».

Avec la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'URSS, nous avons pu croire que cette idée qui a fait du siècle dernier celui de la boucherie de Verdun, celui de la Shoah, celui du bombardement de Dresde, celui de Hiroshima et de Nagasaki, celui de l'usage de l'agent orange au Vietnam, celui du génocide khmer, était sur le recul. Il n'a pas fallu attendre longtemps pour la voir resurgir épisodiquement : dans les Balkans avec le conflit yougoslave, entre 1990 et 1995 ; en Algérie, où l'affrontement entre l'islamisme radical et le pouvoir a plongé le pays dans une « décennie noire » (1991-2002) ; au Rwanda

avec le génocide des Tutsis ; aux États-Unis avec l'attentat du 11 septembre 2001 contre les Twin Towers de New York... Et en Irak, avec la Seconde Guerre du Golfe, reposant sur l'idée qu'on pourrait « construire » la démocratie par l'action militaire. On a vu le résultat...

Poutine, qui a entrepris de « pacifier » la Syrie après avoir sciemment joué le pourrissement de la situation pour affaiblir les Occidentaux sur la scène internationale, serait-il « légitimé » par ce triste paysage ? Sa longévité politique – la victoire lors du scrutin présidentiel de mars prochain ne devrait pas lui échapper... s'il se présente, ce qu'il n'a pas encore confirmé au moment où nous écrivons – fait de lui le promoteur durable d'une conception de la politique et des relations internationales comme presque totalement déterminées par l'usage de la force ou de sa rhétorique. Pourtant, une coopération confiante des grandes et moyennes puissances, dans le respect du droit et la volonté de résoudre les divergences par la négociation, est une nécessité majeure pour construire la paix au Proche-Orient, pour combattre le terrorisme, préserver la planète et réguler la mondialisation.

Pis, le discours et l'action de Poutine laissent croire que l'heure de la démocratie est passée et qu'il suffit de penser avoir raison pour imposer ses solutions, au mépris du droit. Cet exemple a produit ailleurs d'autres émules d'une politique de l'affrontement, du mépris des libertés démocratiques et de l'usage massif du mensonge au nom d'une prétendue défense des valeurs. Et il reçoit beaucoup d'échos favorables jusque dans les opinions publiques occidentales.

Cela n'exonère pas de leurs responsabilités les nations qui se laissent manipuler et qui choisissent de porter au pouvoir leurs propres « monstres », jusqu'à Trump aux États-Unis, mais cela rend toujours plus nécessaire de défendre l'idée que la politique peut ne pas être le prolongement de la guerre par d'autres moyens. Cela se démontre en ne cédant rien à Poutine et consorts, comme en combattant chez nous, avec la même vigueur, nos propres maux, pour redonner à la démocratie sa crédibilité. Car la planète mérite un autre avenir que la montée de la tension jusqu'à ce que craque l'allumette finale... (L)

♦ **Jean-François Bouthors** est éditorialiste du quotidien *Ouest-France*, éditeur et essayiste. Il a publié *Comment Poutine change le monde* aux Éditions François Bourin en 2016. Son dernier livre, *Nous, Français. Portraits émotionnels*, vient de paraître aux Éditions de l'Observatoire.